

Nigeria

Afreximbank et Sterling Bank veulent introduire un produit de financement de la chaîne d'approvisionnement P.6

La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) s'est associée à Sterling Bank pour introduire le produit innovant de financement de la chaîne d'approvisionnement « Payables Finance », au Nigeria. Ce produit, baptisé « Afre...



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES
 Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

CONSOLIDATION DES PERFORMANCES

Le résultat net bénéficiaire 2023 de la BOAD en hausse de 8,23 % par rapport à celui de l'exercice 2022

Page 3



BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT « Nous ne faisons pas assez pour les 477 millions de jeunes africain » Dr Akinwumi Adesina

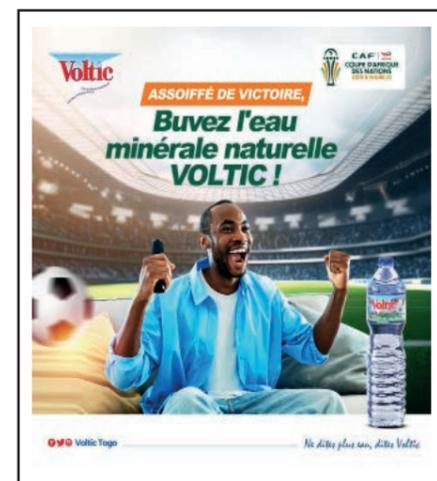


Page 4

AGRO-INDUSTRIE Lancement d'un nouveau projet de développement de la filière avicole intégrée

Dans une démarche résolument tournée vers la transformation structurelle de l'économie nationale, l'autosuffisance alimentaire et la sécurité nutritionnelle, le Président de la République, Faure...

Page 2



Agro-industrie

Lancement d'un nouveau projet de développement de la filière avicole intégrée

Dans une démarche résolument tournée vers la transformation structurelle de l'économie nationale, l'autosuffisance alimentaire et la sécurité nutritionnelle, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a procédé, ce 28 mars 2024 à Avétonou dans la préfecture d'Agou, au lancement officiel d'un ambitieux projet de développement de la filière avicole intégrée.



À travers ce projet innovant, le chef de l'Etat entend promouvoir le sous-secteur de l'élevage, en particulier l'industrie avicole, par la modernisation de la filière avec un accent particulier sur l'intensification de la production locale de volailles de qualité et à prix accessible.

Au cœur de cette initiative, réside aussi la détermination du Président de la Répu-

blique à améliorer considérablement les conditions de vie des producteurs, en renforçant l'agriculture contractuelle notamment dans les filières maïs et soja.

Cette politique répond ainsi à la vision du chef de l'Etat de transformer l'industrie avicole, de faire des producteurs locaux, des acteurs clés du développement rural et de promouvoir les investissements privés dans le secteur

agricole, telle que déclinée dans la Feuille de route gouvernementale Togo 2025.

Le projet de développement de la filière avicole intégrée concrétise ainsi l'engagement du chef de l'Etat lors de la première édition du Forum national des producteurs agricoles du Togo (FoPAT). C'est à juste titre que le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural, a exprimé au nom

des producteurs agricoles « les remerciements du monde rural au chef de l'Etat pour sa vision pragmatique de l'agriculture togolaise qui se transforme progressivement en un véritable pôle de croissance et de création d'opportunités économiques ».

Ce projet agro-industriel est adossé à un autre pour la valorisation de 100 000 hectares de terres agricoles pour produire le maïs et le soja nécessaires à l'alimentation de la volaille à travers la mise en place d'une provenderie, dans le respect des normes de qualité et de sécurité alimentaire.

L'initiative prévoit sur le site d'Avétonou, la création d'un complexe de fermes avicoles couvrant 400 hectares comportant 105 bâtiments. Ces infrastructures comprennent une usine de fabrication d'aliments de volaille d'une capacité de 450 tonnes par jour et une unité d'accoupage d'une capacité de 1 200 000 poussins par semaine.

Le site disposera également d'une unité d'abatage de vo-

laille d'une capacité de 10 000 poulets par heure et de sept fermes d'élevage d'une capacité de 50 000 000 de poulets par an en phase 1, avec une prévision d'augmentation de la capacité de production à 100 000 000 de poulets par an en phase 2.

Au plan social, le projet va aboutir à la création de 1000 emplois décents dans diverses catégories de métiers pour les jeunes et les femmes. Les travaux de construction de ce complexe agro-industriel sont financés à hauteur de 30 milliards de FCFA, avec l'appui du groupe PORTEO-GRAINE, un acteur majeur de la construction et du développement d'infrastructures en Afrique de l'ouest.

Ce partenariat qui s'inscrit dans la droite ligne des orientations économiques du chef de l'Etat, permettra dans une deuxième phase, la mise en place de fermes d'élevage modernes de production de bovins, afin de couvrir les besoins en consommation de viande de la population.

BVMAC

Le total Bilan s'est légèrement apprécié à 6,362 milliards FCFA en 2023

En Afrique Centrale, la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale (BVMAC) a annoncé avoir enregistré un bénéfice net de 8,588 millions FCFA (14 178 dollars US) pour le compte de l'exercice 2023. Cette information émane du conseil d'administration de l'institution qui s'est tenu le 28 mars 2024 à Douala.

Ainsi, la situation de l'entreprise était marquée par un endettement élevé, des fonds propres en chute libre et une faible dynamisation de l'activité boursière entraînant des pertes successives (-647 millions FCFA en 2019 ; -787 millions en 2020 ; -237 mil-

lions en 2021 ; -558 millions en 2022).

Il faut signaler que la BVMAC a réalisé une augmentation de capital de 2,030 milliards FCFA (environ 3,4 millions de dollars) par incorporation des créances de la défunte Douala Stock Ex-

change (absorbée par la BVMAC en 2019) dues à certains actionnaires.

Par ailleurs, la BVMAC était en pourparlers avec le FODEC, un organisme de la CEMAC spécialisé dans le financement d'infrastructures d'intégration régionales, pour un prêt 1 milliard FCFA en vue de consolider ses fonds propres. L'opération s'est déroulée comme prévu et les fonds propres de la BVMAC sont passés de 4,2 milliards FCFA à en 2022 à 5,8 mil-

liards FCFA en 2023, soit une augmentation de 38%.

Toutefois, le total Bilan s'est légèrement apprécié en 2023 à 6,362 milliards FCFA contre 6,121 milliards l'année d'avant traduisant un regain de l'activité à la suite de l'apurement des passifs.

Notons que la direction générale de la BVMAC soumettra également à l'approbation des actionnaires son projet de règlement général révisé. Elle devrait introduire de nouvelles réformes au rang

desquels, le fractionnement de la valeur des actions mais également la possibilité pour les petits investisseurs d'interagir directement sur le marché via mobile money.

Pour rappel, c'est la première fois depuis la fusion des deux bourses de la CEMAC (Cameroun, Gabon, Tchad, Guinée Équatoriale, Congo, RCA), en 2019 que l'institution dégage un résultat bénéficiaire.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Consolidation des performances opérationnelles et financières

Le résultat net bénéficiaire 2023 de la BOAD en hausse de 8,23 % par rapport à celui de l'exercice 2022

Le Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) a approuvé le jeudi 28 mars 2024 à Dakar, les comptes de la BOAD, pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. L'Institution affiche des indicateurs clés en amélioration, dénotant ainsi la consolidation continue de ses performances opérationnelles et financières.

Kodji Gator JOE



Le produit net bancaire, en hausse de 19,33%, est porté à 111,033 milliards de FCFA contre 93,051 milliards de FCFA, au titre de l'exercice 2022. La BOAD enregistre un résultat net bénéficiaire de 36,453 milliards de FCFA, contre 33,682

milliards de FCFA, à fin 2022, soit une hausse de 8,23 %. Le bénéfice dégagé renforce ainsi les fonds propres de l'Institution et

les Fonds spécifiques créés dans ses livres pour soutenir les Etats.

Le total bilan s'établit à 3 482,022 milliards de FCFA contre 3 362,279 milliards de FCFA, à la clôture de l'exercice précédent. La Banque a su conserver une structure financière solide et équilibrée, notamment, avec des fonds propres effectifs

s'élevant à 1 228,057 milliards de FCFA et représentant 35,27 % du total bilan. La mise en œuvre opérationnelle de l'augmentation du capital social de 554,350 milliards FCFA, l'émission de 100 millions USD de dettes subordonnées, l'engagement de mesures d'optimisation financière et l'abondement du mécanisme de bonification ont constitué les principaux moyens et leviers d'action de la BOAD au cours de l'exercice 2023. Forte de sa notoriété internationale, la Banque conti-

nue de jouir de la pleine confiance de ses partenaires et des investisseurs, en raison de la qualité de son rating. Ces notations Baa1 et BBB, de catégorie « Investment Grade », demeurent inchangées et confirmées par les Agences Moody's et Fitch Ratings.

Ces résultats attestent de la situation financière saine de l'Institution qui demeure engagée et inscrite résolument en « créateur d'avenir, pour l'intégration et la transformation économique de l'Afrique de l'Ouest ».

1ere session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UEMOA

Adama Coulibaly salue une activité économique restée Dynamique au 4e trimestre 2023

La première session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UEMOA pour l'année 2024 s'est tenue, le 28 mars dernier au siège de la BCEAO à Dakar. Sous la présidence d'Adama Coulibaly, Ministre des Finances et du Plan de la Côte d'Ivoire, les ministres statutaires des huit États membres de l'UEMOA ainsi que les chefs des institutions de l'Union étaient présents.

Joël JAY

Dans son discours d'ouverture, le Président du Conseil, Adama Coulibaly, a souligné la dynamique maintenue de l'activité économique au quatrième trimestre 2023, avec une croissance du PIB réel de 5,7% en rythme annuel. Il a également noté une baisse du taux d'inflation à 3,7% en 2023, comparativement à 7,4% en 2022, attribuée à di-

vers facteurs tels que les mesures de politique monétaire de la BCEAO et les efforts des États pour lutter contre la vie chère.

Adama Coulibaly a exprimé sa satisfaction quant aux perspectives économiques de l'Union pour l'année 2024, avec une croissance prévue du PIB réel de 6,5%, suivie de 6,6% en 2025, principalement stimulée par les secteurs extractifs et manufacturiers.

« les perspectives écono-

miques de l'Union restent favorables, même si elles demeurent tributaires de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation sécuritaire et socio-politique dans l'Union ainsi que des effets du changement climatique. Pour l'année 2024, selon les prévisions de la BCEAO, la croissance du PIB de l'Union, en termes réels, ressortirait à 6,5% en 2024, puis à 6,6% en 2025.

Cette accélération serait no-

tamment impulsée par la bonne tenue des productions extractives et manufacturières », a-t-il indiqué.

Aussi, plusieurs dossiers ont été soumis au Conseil des ministres par les institutions de l'Union. Le rapport sur la situation économique et monétaire de l'UEMOA au 31 décembre 2023 présenté par la BCEAO, les comptes annuels de la BOAD pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, ainsi que le projet de budget de l'AMF-UMOA pour l'exercice 2024, entre autres. Enfin, le Président Adama Coulibaly a rendu hommage à Macky Sall pour sa contribution au processus d'intégra-

tion régionale, notamment à travers le Chantier Paix et Sécurité au sein de l'espace UEMOA. Il a également félicité le Président élu du Sénégal, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, suite à la bonne tenue des élections présidentielles du 24 mars 2024.

Cette première session du Conseil des Ministres de l'UEMOA pour l'année 2024 s'est clôturée sur une note positive, marquée par l'optimisme quant aux perspectives économiques de la région et l'engagement continu en faveur de l'intégration régionale et du développement économique.

Coopération

Faure Gnassingbé a reçu Xavier Bettel

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a échangé, ce 29 mars 2024 à Lomé, avec le Vice-Premier ministre et ministre de la coopération et de l'action humanitaire du Luxembourg, Xavier Bettel, en visite de travail à Lomé.

La rencontre a été une occasion pour le Vice-Premier ministre de Luxem-

bourg, Xavier Bettel, de faire au Chef de l'Etat, le point de sa visite de travail au Togo, marquée

notamment par des séances de travail avec des membres du gouvernement sur la vision et

les priorités de développement du Togo et du Luxembourg.

Le Vice Premier ministre luxembourgeois a salué l'excellence du partenariat entre les deux pays qui se renforce davantage notamment dans les secteurs de l'éducation, l'environnement, l'économie numérique, la formation profession-

nelle, l'emploi des jeunes et l'inclusion financière.

Le Luxembourg est l'un des principaux partenaires de la Semaine africaine de la microfinance (SAM) dont la dernière édition s'est tenue à Lomé en octobre 2023.

Patience SALLAH

À vendre

A la Caisse

-Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salon moderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier

-Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

-Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

-Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une pailote à Agoo assiyeye avec titre foncier ;

-Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global

-Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

Banque africaine de développement

« Nous ne faisons pas assez pour les 477 millions de jeunes africain » Dr Akinwumi Adesina

Dans une démarche conjointe visant à relever les défis de développement en Afrique, le Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement, Dr Akinwumi Adesina, et les dirigeants de l'Université de Technologie et de Gestion du Nigeria (NUTM) ont souligné l'importance cruciale de doter la jeunesse africaine d'une éducation de qualité et des compétences nécessaires pour l'avenir.

Joël JAY

Lors de la visite des membres du conseil d'administration de l'université au siège de la Banque à Abidjan, Dr Adesina a souligné le besoin pressant d'exploiter le potentiel, les talents et la créativité des jeunes africains.

« Nous ne faisons pas assez pour les 477 millions de jeunes africains. Nous n'exploitons pas leurs compétences, leur talent et leur créativité », a-t-il déclaré aux membres du conseil d'administration de l'université.

Il a également salué les efforts de NUTM, établie en 2020 à Lagos en tant qu'institution académique à but non lucratif, pour former des leaders en technologie et en

gestion, contribuant ainsi au développement du continent. Le Dr Omobola Johnson, Doyen du Programme de Boursiers de NUTM, a souligné l'importance de la qualité des jeunes africains pour le développement global, notant qu'en 2050, un habitant du monde sur quatre sera africain. Cette perspective confère une responsabilité particulière à l'éducation et à la formation de la jeunesse africaine.

Adesina a déclaré aux membres du conseil de l'université : « Ce que vous faites est en phase avec ce que fait la Banque ». Il a mis en lumière plusieurs initiatives que la Banque déploie dans divers pays à travers l'Afrique.

Dans le cadre de son engage-



ment en faveur du développement, la Banque Africaine de Développement a annoncé plusieurs initiatives visant à soutenir l'éducation et l'entrepreneuriat des jeunes africains. Parmi celles-ci, un investissement de 80 millions de dollars pour le développement d'une zone de connaissances dans l'État d'Ekiti, au Nigeria, ainsi que des programmes de soutien financier et technique pour les jeunes entrepreneurs, tels que le projet de Banque d'Investissement et d'Entrepreneuriat des Jeunes (YEIBs).

Le président du Groupe de la Banque a également souligné

le lancement, il y a un an, du programme d'Investissement dans les Entreprises Digitales et Créatives (iDICE). Cette initiative, avec des investissements de 618 millions de dollars, devrait créer 6 millions de nouveaux emplois pour les jeunes Nigériens et générer près de 6,4 milliards de dollars dans l'économie nigérienne.

Il a par ailleurs encouragé NUTM à étendre son impact en envisageant l'établissement de zones de connaissances dans d'autres régions du Nigeria et du continent africain. Cette approche vise à favoriser l'innovation,

la création d'emplois et la croissance économique.

La rencontre, à laquelle ont assisté des responsables de haut niveau de la Banque Africaine de Développement, témoigne de l'importance accordée à la collaboration entre les institutions éducatives et les partenaires de développement pour relever les défis sociaux et économiques en Afrique. En travaillant ensemble, NUTM et la Banque Africaine de Développement contribuent à forger une jeunesse africaine bien préparée pour affronter les défis de demain et à façonner l'avenir du continent.

Coopération

Le Togo et le Luxembourg renforcent leur partenariat

Dans le cadre du renforcement des liens de coopération entre le Togo et le Luxembourg, les deux pays ont signé ce jeudi 28 mars dernier à Lomé, une lettre d'entente visant à définir les futurs domaines de coopération au développement.

Anissatou AFFO

Le Luxembourg et le Togo ont marqué un nouveau chapitre dans leurs relations de coopération en signant ce jeudi 28 mars 2024 dernier à Lomé, une lettre d'entente visant à renforcer leur collaboration dans les domaines clés du développement. L'accord a été conclu par le ministre togolais des affaires étrangères, Robert Dussey, et le ministre de la coopération et de l'action humanitaire luxembourgeois, Xavier Bettel, en tournée dans la région ouest-africaine, par le Premier ministre, Victoire Dog-

bé.

La session, qui a réuni une dizaine de membres du gouvernement, a notamment porté sur l'identification de pistes potentielles de coopération au développement. Les futurs domaines de coopération identifiés dans la lettre d'entente couvrent un large éventail de secteurs, tels que les domaines de l'économie, du digital, de l'environnement, de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'inclusion financière. Ces domaines ont été sélectionnés en fonction des besoins et des priorités du Togo, et visent à renforcer les capacités du pays à relever les défis du



développement de manière durable et inclusive. Un premier contact a été établi entre le ministre luxembourgeois et des membres de l'exécutif togolais chargés des secteurs dans lesquels le Luxembourg prévoit de renforcer sa coopération.

« Avec la signature de cette lettre d'entente, nous posons aujourd'hui les jalons pour

approfondir le partenariat de coopération entre le Luxembourg et le Togo. Je me réjouis de ce premier pas vers une coopération plus étroite, qui sera basée sur les priorités de développement », a indiqué le ministre de la coopération et de l'action humanitaire luxembourgeois, Xavier Bettel.

En travaillant ensemble,

le Togo et le Luxembourg peuvent relever efficacement les défis complexes du développement et contribuer à la construction d'un avenir meilleur pour tous. La signature de cette lettre d'entente marque le début d'une nouvelle ère de coopération fructueuse entre les deux pays, et témoigne de leur volonté commune de travailler main dans la main pour réaliser des progrès tangibles dans les domaines clés du développement.

Rappelons que le Luxembourg intervient déjà au Togo, à travers Kara Investment Fund, qui contribue au financement des projets dans les secteurs de l'agriculture, des énergies renouvelables, des infrastructures portuaires, aéroportuaires, routières, de télécommunications et digitales.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 29 mars 2024

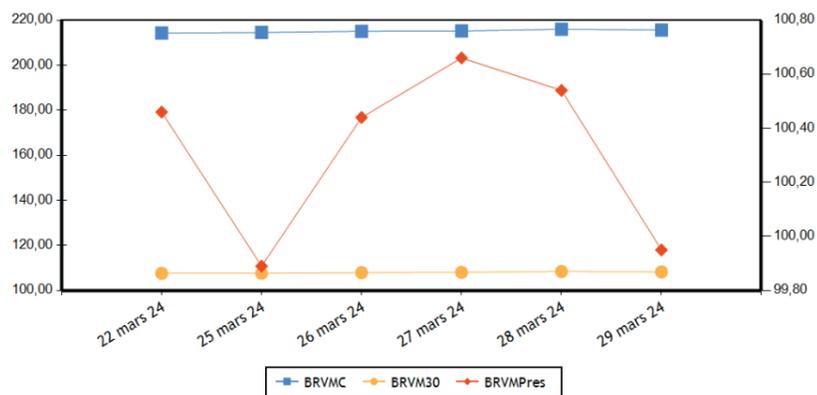
N° 63

BRVM COMPOSITE	215,60
Variation Jour	-0,15 % ↓
Variation annuelle	0,68 % ↑

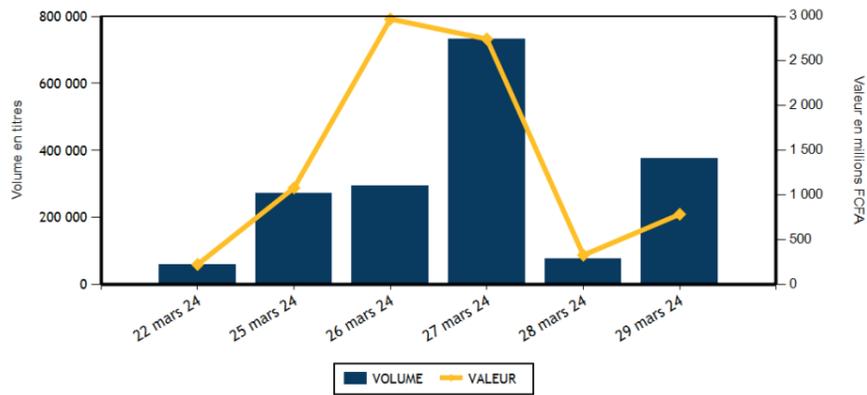
BRVM 30	108,26
Variation Jour	-0,16 % ↓
Variation annuelle	0,38 % ↑

BRVM PRESTIGE	99,95
Variation Jour	-0,59 % ↓
Variation annuelle	-1,50 % ↓

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 020 746 357 431	-0,15 %
Volume échangé (Actions & Droits)	274 462	252,84 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	265 480 340	-19,11 %
Nombre de titres transigés	39	-9,30 %
Nombre de titres en hausse	12	-42,86 %
Nombre de titres en baisse	16	300,00 %
Nombre de titres inchangés	11	-38,89 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 266 978 097 320	-0,09 %
Volume échangé	102 562	96 656,60 %
Valeur transigée (FCFA)	521 735 175	55 403,74 %
Nombre de titres transigés	11	450,00 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	8	300,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 250	2,74 %	-14,77 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	795	2,58 %	0,63 %
TOTAL SN (TTLS)	2 450	2,51 %	-2,00 %
SICABLE CI (CABC)	1 140	1,79 %	2,70 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	5 795	1,67 %	8,32 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	1 620	-7,43 %	-10,00 %
SAFCA CI (SAFC)	1 150	-4,17 %	-11,20 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	17 000	-1,73 %	5,92 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	9 345	-1,58 %	0,48 %
BICI CI (BICC)	7 300	-1,35 %	-2,54 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	99,95	-0,59 %	-1,50 %	32 320	133 140 610	6,52
BRVM-PRINCIPAL	36	105,56	0,01 %	1,54 %	242 142	132 339 730	12,38

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,16	0,01 %	1,12 %	1 405	9 177 845	39,43
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	528,76	-0,04 %	-0,51 %	8 964	60 582 330	8,18
BRVM - FINANCES	15	87,81	-0,27 %	1,61 %	227 984	125 760 320	6,66
BRVM - TRANSPORT	2	390,63	1,55 %	18,03 %	2 673	4 210 135	8,67
BRVM - AGRICULTURE	5	177,01	0,10 %	9,56 %	10 805	32 276 255	7,57
BRVM - DISTRIBUTION	7	316,33	-0,95 %	-3,62 %	22 599	33 447 855	11,30
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	987,11	0,00 %	-11,11 %	32	25 600	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,79
Taux de rendement moyen du marché	8,17
Taux de rentabilité moyen du marché	9,34
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	138
Volume moyen annuel par séance	334 456,00
Valeur moyenne annuelle par séance	865 284 119,49

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	10,67
Ratio moyen de satisfaction	15,90
Ratio moyen de tendance	149,11
Ratio moyen de couverture	67,06
Taux de rotation moyen du marché	0,03
Prime de risque du marché	4,46
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Nigeria

Afreximbank et Sterling Bank veulent introduire un produit de financement de la chaîne d'approvisionnement

La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) s'est associée à Sterling Bank pour introduire le produit innovant de financement de la chaîne d'approvisionnement « Payables Finance », au Nigeria. Ce produit, baptisé « Afreximbank Tradelink », est l'une des offres numériques d'Afreximbank pilotées par l'Africa Trade Gateway (ATG).

Il faut signaler qu'ATG fournit aux entreprises africaines et aux banques commerciales des outils numériques pertinents pour accéder aux informations du marché, entrer en contact avec les acheteurs et les vendeurs à travers le continent pour un marketing et un approvisionnement efficaces, faciliter les processus de connaissance du client [Know Your Customer-KYC] et promouvoir les paiements commerciaux entre les pays africains en monnaie locale.

Le produit « Payables Finance » permet aux fournisseurs d'accéder au financement du système bancaire en obtenant un paiement anticipé pour les factures dont le paiement a été approuvé par leurs entreprises acheteuses. Les acheteurs continuent de recevoir des crédits commerciaux des fournisseurs, et les fournisseurs financent leur fonds de roulement grâce au paiement anticipé reçu, ce qui leur permet de développer leur activité. Le coût de financement est lié à la cote de crédit des entreprises acheteuses, ce qui rend ce produit particulièrement précieux pour les PME fournisseurs qui peuvent rencontrer des difficultés pour accéder au financement bancaire à des prix compétitifs.

« Payables Finance » est le produit de financement du commerce qui connaît la croissance la plus rapide au monde et il existe une énorme opportunité pour les entreprises africaines d'en bénéficier. Le partenariat avec Sterling Bank est un accord unique et innovant qui tire parti des forces complémentaires des deux institutions pour fournir une solution complète axée sur le marché aux entreprises nigérianes et à leurs fournisseurs. Dans le cadre de cet accord, Afreximbank fournira un financement aux entreprises et aux banques en dollars US et en euros, tandis que Sterling Bank gèrera le financement en nairas. Les fournisseurs d'entreprises nigérianes peuvent ainsi bénéficier d'un financement en monnaie locale et étrangère selon leurs besoins.

Haytham ElMaayergi, Vice-président exécutif d'Afreximbank en charge de la Global Trade Bank, a salué le lancement comme une autre étape importante dans la réalisation de la vision de la Banque de transformer le commerce africain. Il a affirmé : « Afreximbank a identifié le financement de la chaîne d'approvisionnement comme une solution pour améliorer l'accès au financement du



commerce en Afrique et s'est engagée dans un processus visant à accroître la pénétration grâce à l'intervention financière et au renforcement des capacités. Le Groupe de travail sur l'affacturage de la Banque a très bien réussi à fournir des lignes de crédit pour soutenir l'affacturage et a activement promu l'affacturage à travers le continent en collaboration avec d'autres institutions. » Il a ajouté que l'introduction de « Payables Finance » est la prochaine étape de la feuille de route de la Banque pour le financement de la chaîne d'approvisionnement en Afrique.

« Les entreprises africaines ont maintenant la possibilité de tirer profit du potentiel de ce produit, qui a été largement adopté dans le monde entier, à un rythme accéléré en tirant des enseignements des expériences d'autres régions et en utilisant les dernières technologies qui ont été développées », a-t-il expliqué. Commentant ce partenariat, Gwen Mwaba, Direc-

teur et Responsable mondial du financement du commerce d'Afreximbank, a déclaré : « Le lancement au Nigeria est une première étape dans les plans d'Afreximbank visant à introduire « Payables Finance » en Afrique en partenariat avec des institutions financières africaines de premier plan. Le produit déploiera une technologie de classe mondiale et un modèle de prestation collaborative et contribuera à la réalisation de l'objectif stratégique de la Banque de réduire le déficit de financement du commerce en Afrique, en particulier pour le segment des petites et moyennes entreprises (PME) ».

Chukwuka Onuaguluchi, Responsable d'Ecosystem Banking pour Sterling Bank, a déclaré : « Sterling Bank s'engage à répondre aux besoins de financement du commerce des entreprises nigérianes et de leurs fournisseurs et nous sommes fiers de présenter ce produit indispensable en partenariat avec Afreximbank pour le bénéfice

des entreprises nigérianes ». Afreximbank fournit des financements en dollars US et en euros aux entreprises de ses pays membres en Afrique et des pays membres de la Communauté des Caraïbes (CARI-COM). Le lancement au Nigeria sera suivi de partenariats similaires dans d'autres pays africains afin d'étendre progressivement la capacité de financement en monnaie locale à travers le continent. L'adoption du produit sera soutenue par des activités de renforcement des capacités visant à mieux faire connaître le financement de la chaîne d'approvisionnement et ses avantages. Le déploiement du produit au Nigeria est complété par un atelier destiné aux entreprises et aux banques, en collaboration avec Woodhall Capital, une société financière de premier plan au Nigeria. Notons que la fourniture de ces nouveaux produits financiers repose sur une plateforme de financement de la chaîne d'approvisionnement leader sur le marché, développée par la fintech britannique Demica, leader des solutions de fonds de roulement. Demica travaille avec les plus grandes banques du monde pour alimenter leurs solutions de financement de la chaîne d'approvisionnement. En 2021, la société a établi un partenariat avec Afreximbank pour étendre cette technologie aux banques présentes en Afrique.

croissanceafrique.com

Gabon-France

Une «alliance économique» renforcée

Dans un contexte de coopération économique accrue, le ministre de l'Économie et des Participations du Gabon, Mays Mouissi, a récemment tenu deux rencontres stratégiques au palais de l'Élysée, démontrant ainsi l'engagement résolu des deux pays à consolider leurs liens économiques. Ces séances de travail ont été l'occasion d'aborder en profondeur les défis et les opportunités de collaboration entre le Gabon et la France, notamment en ce qui concerne la visite officielle du chef de l'État gabonais en France, prévue pour le deuxième trimestre 2024.

Dans un effort pour dynamiser les relations économiques entre le Gabon et la France, le ministre de l'Économie et des Participations, Monsieur Mays Mouissi, s'est engagé dans deux séances de travail d'importance capitale au Palais de l'Élysée, le 28 mars 2024.

La première réunion, tenue en présence du Conseiller Afrique

du président français Emmanuel Macron, Jérémie Robert a permis d'évoquer les préparatifs de cette visite d'État gabonais en France ainsi que les accords bilatéraux en cours et l'organisation du futur forum économique Gabon-France.

La seconde rencontre, avec le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité, de la Francophonie

et des Français de l'étranger, Franck Riester, était axée sur le renforcement de la coopération commerciale et la promotion des échanges bilatéraux.

Au cœur des échanges figuraient également des programmes d'investissement majeurs, notamment le Programme d'investissements dans le secteur de l'éducation (Pise) et le Projet d'appui au secteur de la santé



(Pass), financés par l'Agence française de développement (AFD), ainsi que le Projet de remise à niveau du chemin de fer (PRN) pour améliorer le transport ferroviaire. Ces initiatives reflètent la volonté commune de renforcer les secteurs clés tels que l'éducation, la santé et les infrastructures, favorisant ainsi le développement économique et social du Gabon.

Ces rencontres engagées, il y a quelques jours témoignent de la détermination des deux nations à consolider leurs liens économiques et à œuvrer ensemble pour un avenir prospère et durable, mettant en lumière une coopération mutuellement bénéfique pour les peuples gabonais et français.

gabonreview.com

Assurance maladie universelle

Les organismes de gestion et les prestataires désormais liés par des conventions

Au Togo, une étape décisive est franchie dans la marche vers l'extension de l'Assurance maladie universelle (AMU) au secteur privé. Les deux principaux organismes de gestion du mécanisme, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et l'Institut national d'assurance maladie (INAM) ont signé vendredi 29 mars à Lomé, les conventions de partenariat avec les prestataires de soins et de services de santé de Lomé.

La cérémonie de signature, organisée en présence des deux ministres chargés du secteur de la santé, Moustafa Mijiyawa et Jean-Marie Tessi, concernait l'ensemble des acteurs intervenant dans le secteur de la santé sur le territoire : médecins, pharmaciens, chirurgiens, sages-femmes, infirmiers, ainsi que tous les autres ordres et associations.

«La convention que nous avons signée aujourd'hui nous permettra de passer à

l'action. Nous avons déjà entamé le processus depuis le 1er janvier de cette année, et à partir du 1er avril, nous entrerons dans la phase d'application. La convention nous permettra, grâce à la méthode du tiers payant, de rembourser les soins et les médicaments auxquels les patients devront faire face à l'avenir», a expliqué le Directeur Général de la CNSS, Ingrid Awadé.

«Nous invitons au pragmatisme, à la souplesse, à la pédagogie et à la commu-



nication à la fois entre les organismes de gestion et les prestataires, mais aussi à l'égard de nos concitoyens, assurés et bénéficiaires. Parce qu'au démarrage, il pourra y avoir des difficultés, nous devons les gérer avec souplesse, pragmatisme et engagement pour

pouvoir les surmonter, et très bientôt, nous pourrons étendre la couverture à d'autres citoyens. Je voudrais particulièrement avoir la coopération du corps médical sur le concept de pyramide sanitaire qui est inscrit dans les textes», a pour sa part formulé le ministre de

l'accès universel aux soins. Pour rappel, selon les orientations gouvernementales, la gestion de l'AMU est opérée par deux entités. L'INAM pour les agents publics et assimilés, les titulaires de pensions civiles et militaires, ainsi que les personnes et ménages vulnérables.

Quant à la CNSS, elle, aura en charge les salariés et titulaires de pensions du secteur privé, les travailleurs indépendants des secteurs informel et agricole, ainsi que les ministres des cultes. Il y a quelques jours, la Caisse avait justement dévoilé sa nouvelle carte AMU.

republiquetogolaise.com

Lutte contre les incendies dans les marchés du Grand Lomé

L'étape du marché d'« Akodesséwa Djidjénou » termine la tournée de sensibilisation de la ministre Mivedor-Sambiani

L'étape du marché d'Akodesséwa Djidjénou a clôturé, le jeudi 28 mars à Lomé, la tournée de sensibilisation et d'échanges de la ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, Mme Kayi Mivedor-Sambiani avec les commerçantes et commerçants du Grand Lomé.

Cette sensibilisation a permis d'entretenir des commerçants des marchés du Grand Lomé, regroupées en associations et groupements sur les bonnes pratiques à adopter pour éviter toute source d'émanation d'incendie dans les marchés. Il s'agissait aussi de rappeler les mécanismes mis en place par le gouvernement pour l'autonomisation des femmes.

Les femmes commerçantes des marchés d'Akodesséwa Djidjénou, Akodesséwa Agbétiaba, aux Fétiches, Bè, Abokopé, Afamé et Dzifa Kpota ont été entretenues par des sapeurs-pompiers sur les précautions et les comportements à adopter pour éviter le déclenchement de tout incendie. Ainsi le Lt. Nabédé Djédjéwiyé et la Sgt Kpérégbéné Damigou ont conseillé les femmes desdits marchés à veiller toujours à ce que

les robinets des bouteilles de gaz, soient bien fermés après utilisation. Il leur a demandé de placer la bouteille de gaz dans un enclos éloigné des fours, de s'assurer que les brasiers des charbons de bois sont bien éteints ainsi que le refroidissement complet des cendres avant de quitter les lieux. Les deux sapeurs-pompiers ont invité les commerçantes à faire toujours appel aux électriciens professionnels pour tout branchement électrique dans le marché et d'éviter tout encombrement des poteaux de sources d'eaux installés dans les marchés servant à éteindre les feux.

La ministre Mivedor-Sambiani a rappelé les mécanismes du gouvernement dont le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) qui permet aux femmes de faire des prêts et des micro crédits afin de soutenir leur commerce pour



leur autonomisation. Elle les a entretenues aussi sur l'assurance maladie universelle (AMU), l'importance de la consommation locale et les a encouragées à aller dans le secteur formel afin de bénéficier les avantages des cartes CFE. La ministre a remercié les occupantes de ces marchés d'avoir fait ressortir les goulots d'étranglements qui minent l'avancée de leur commerce. Elle les a rassurées que le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé pour son attachement à l'évolution de la gent féminine va prendre en compte leur doléance. Faisant le bilan de cette tournée, Mme Mivedor-Sambiani a indiqué que les femmes des marchés sont au courant des programmes gouvernementaux qui sont mis en place, notamment tous les programmes liés à l'autonomisation de la femme. Elle

a relevé que ces femmes attendent avec impatience la couverture médicale : l'assurance médicale universelle. La ministre les a encouragées vivement à faire la promotion de la consommation locale, aux programmes qui sont liés à l'agriculture, parce qu'elles sont conscientes que la qualité et la quantité dans le domaine agricole seront un élément favorable pour le commerce ainsi que l'importance de la formalisation. «Nous avons pu voir effectivement que les femmes des marchés ont posé beaucoup de questions par rapport à la formalisation ou quels sont les documents requis, nous avons également vu des femmes totalement conscientes des risques, c'est que leur comportement dans le marché peut causer en terme de prévention de lutte contre incendie, donc elles ont été nombreuses à solliciter qu'il y ait des sensibilisations pour que tout ce qui a été dit par les sapeur-pompiers puisse atteindre la base », a dit la ministre.

Mme Mivedor-Sambiani a relevé aussi les difficultés que racontent les femmes

des marchés, notamment la vie chère et la facilité au niveau des infrastructures. « Pour le gouvernement, des infrastructures, des aménagements, font partie d'un des actes des actions du gouvernement, notamment le renforcement des infrastructures dans les marchés, les voies rues etc, toutes les infrastructures en matière de salubrité publique participent au bien d'être de nos populations dans les marchés, donc je pense que je peux dire que positivement, c'était un moment, c'est une des rencontres assez riches, instructives et qui répond totalement à la vision du chef de l'Etat. Je pense que ça nous a permis de voir comment les actions qui sont menées, qui sont prises pour le bien-être de nos commerçantes et commerçants pour le développement du commerce intérieur essentiellement, sont ressentis par les premiers acteurs que nous avons autour de nous », a conclu la ministre.

atop.tg



ECO-SPIRULINE

TOP SANTÉ NATURELLE

A UNE ACTION IMMUNO-STIMULANTE ET ANTI-VIRALE

Riche en **Protéine** qui assure le développement harmonieux et la force musculaire;
 en **Béta-carotène** qui est un précieux anti-oxydant;
 en **Fer** qui lutte contre l'anémie (après une crise de paludisme une cure de spiruline-citron s'impose pour pallier au manque de fer);



LA FERME
ECO-SPIRULINE
AGOU-
NYOGBO

La **PHYCOCYANINE** (Or bleu de la spiruline) est un important stimulant du système immunitaire

LA MICROALGUE DE NUTRITION SANTÉ

Toutes les classes de la Vitamine B surtout **La Vitamine B12** qui joue un rôle dans la:

- Formation des globules rouges
- Protection du Système nerveux
- Réparation de l'ADN

LOMÉ (+228) 92 00 40 76 / 92 06 65 95 AGOU (+228) 99 69 96 67
 E.mail : ecospiruline01@gmail.com